

Séance du conseil municipal du Vendredi 22 JUIN 2012

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille douze, le vingt-deux juin, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET-TRESEGUET, Michel PEDURAND, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Alain PARAILLOUS ;

Étaient absents : MM. Danielle DAL BALCON, Gabriel LASSERRE, Martine RACHDI, Alexandrine BARBEDETTE, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI, Alain REGINATO;

Pouvoirs de vote :

Mme Danielle DAL BALCON à M. Jean-Paul VIELLE
M. Gabriel LASSERRE à M. André CASTAGNOS
M. Alain REGINATO à M. Alain PARAILLOUS

Monsieur Jean-Pierre LACROIX a été élu Secrétaire de séance.

URBANISME

1. – Institution de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) en remplacement de la participation pour raccordement à l'égout (PRE)

Monsieur le maire présente à l'Assemblée l'exposé suivant :

Les frais de branchements d'un immeuble sur le réseau public de collecte (eaux usées ou pluviales) sont à la charge du propriétaire.

D'une part, il doit s'acquitter de la participation aux frais de branchement au réseau d'eaux usées, que ce soit :

- pour un branchement d'office (branchement compris dans un programme de travaux et destiné à desservir une construction préexistante ou autorisée à construire avant la date de réalisation du programme),
- ou pour un branchement à la demande (branchement non compris dans un programme de travaux. Le propriétaire de l'immeuble édifié postérieurement à l'égout devra faire une demande de branchement à la commune).

D'autre part, la participation pour raccordement à l'égout (PRE) est exigée en plus des frais de branchement mais uniquement auprès des propriétaires d'immeubles achevés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ils sont raccordables et qui peuvent éviter ainsi la dépense d'une installation d'assainissement autonome. La collectivité collecte cette participation auprès des constructeurs à l'occasion

des demandes de permis de construire (y compris lors d'extension), afin de financer le service d'assainissement collectif.

Or, la réforme de la fiscalité de l'urbanisme de 2011 a prévu **la disparition de la PRE** au 1er janvier 2015. **Elle ne sera plus applicable pour les dossiers de permis de construire** déposés à compter du 1er juillet 2012. Afin de permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées et pour satisfaire les besoins locaux d'extension des réseaux, **elle est supprimée et remplacée par la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC)** (article 30 de la loi de finances rectificatives pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012).

Les principales dispositions de la PAC sont les suivantes :

1°) Cette participation, facultative, est instituée par une délibération du conseil municipal qui en détermine les modalités de calcul et en fixe le montant qui pourra être différencié pour tenir compte de l'économie réelle réalisée par le propriétaire selon qu'il s'agit d'une construction nouvelle ou d'une construction existante nécessitant une simple mise aux normes ;

2°) La participation représente au maximum 80 % du coût d'un assainissement individuel ; le coût du branchement étant déduit de cette somme ;

3°) **Son fait générateur est la date de raccordement au réseau collectif** (à la différence de la PRE qui pouvait être mise en recouvrement dès la délivrance du permis de construire ou d'aménager) ;

4°) **Elle est due par le propriétaire de l'immeuble raccordé ;**

5°) Pour les dossiers d'urbanisme déposés à compter du 1er juillet 2012, aucune P.R.E ne pourra plus être prescrite par l'autorisation ou l'arrêté mentionné à l'article L 424-6 du code de l'urbanisme fixant les participations,

6°) En ce qui concerne l'articulation avec l'application de la Taxe d'aménagement, la Commune d'Aiguillon n'ayant pas adopté un taux majoré pour des raisons d'assainissement, la présente délibération prendra effet dès sera exécutoire et s'appliquera aux constructions existantes et nouvelles, la Taxe d'aménagement s'appliquant, elle, pour les constructions nouvelles afin de financer les équipements autres que l'assainissement.

M. le maire invite le conseil municipal à instituer la participation pour financement de l'assainissement collectif (PAC), en remplacement de la PRE, selon le détail suivant :

	Participation forfaitaire aux frais de raccordement	Participation pour financement de l'assainissement collectif (PAC)	Total dû
Branchement d'office (construction préexistante au réseau public) :			
Pour un branchement	520,00 €		520,00 €
Opérations d'ensemble (à partir de 6 branchements)	260,00 € / branchement		260,00€ / branchement
Branchement à la demande (construction édifée postérieurement au réseau public) :			
Pour un branchement	520,00 €	520,00 €	1 040,00 €
Opérations d'ensemble (à partir de 6 branchements)	260,00 € / branchement	260,00€ / branchement	520,00 €/ branchement

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré :**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

VU la Loi de Finances rectificative pour 2012, n° 20123-354 du 14 mars 2012 et notamment l'article 30,
VU le Code de la Santé Publique et notamment l'article L 1331-7, disposant que le montant de la PRE
« s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa
du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire »,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29 et suivants,
VU les délibérations du conseil municipal en date du 3 décembre 2010 et du 29 mars 2011 déterminant les
montants des participations pour le raccordement au réseau public d'assainissement,

DÉCIDE D'INSTAURER à la charge des propriétaires de constructions nouvelles soumises à l'obligation de
raccordement une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) à compter du 1er
juillet 2012 en remplacement de la participation pour raccordement à l'égout (PRE),

DÉCIDE DE FIXER les montants des participations pour raccordement au réseau public d'assainissement
à compter du 1er juillet 2012 selon le détail suivant :

	Participation forfaitaire aux frais de raccordement	Participation pour financement de l'assainissement collectif (PAC)	Total dû
Branchement d'office (construction préexistante au réseau public) :			
Pour un branchement	520,00 €		520,00 €
Opérations d'ensemble (à partir de 6 branchements)	260,00 € / branchement		260,00€ / branchement
Branchement à la demande (construction édifiée postérieurement au réseau public) :			
Pour un branchement	520,00 €	520,00 €	1 040,00 €
Opérations d'ensemble (à partir de 6 branchements)	260,00 € / branchement	260,00€ / branchement	520,00 €/ branchement

RAPPELLE que le fait générateur de la PAC est le raccordement au réseau et non l'autorisation de
construire,

DIT que les recettes seront recouvrées comme en matière de contribution directe, par émission d'un titre de
recette à l'encontre du propriétaire et inscrites au budget annexe « Assainissement »,

DONNE POUVOIR à M. le Maire pour signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente
délibération,

DIT que cette délibération remplace les délibérations existantes relatives au même objet.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

PERSONNEL

2. – Création de trois postes de contractuels : Études surveillées école élémentaire / année 2012-2013

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Aux termes de l'article 3 (alinéa 1), de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales
peuvent recruter des agents non titulaires, et ainsi conclure des contrats, pour faire face à un accroissement
temporaire d'activité et pour une durée limitée (maxi 12 mois sur une période de 18 mois consécutifs).

Monsieur le maire propose à l'assemblée de l'autoriser à recruter, pour l'année scolaire 2012-2013, trois

agents non titulaires, dans les conditions fixées par l'article 3 (alinéa 1), de la loi du 26 janvier 1984 précitée, pour assurer le fonctionnement des études surveillées de l'école élémentaire de la commune d'Aiguillon.

La répartition de ces emplois se ferait de la façon suivante :

- 2 agents qui effectueront 1 h 45 par jour d'école (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 17 h à 18 h 45),
- 1 agent qui effectuera 1 h par jour d'école (lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 17 h à 18 h).

La rémunération de ces agents non titulaires s'effectuerait sur la base de l'indemnité de surveillance des études en fonction de la législation en vigueur.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après délibération,**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

AUTORISE monsieur le maire à recruter, dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, et pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, trois agents non titulaires :

- 2 agents qui effectueront 1 h 45 par jour d'école (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 17 h à 18 h 45),
- 1 agent qui effectuera 1 h par jour d'école (lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 17 h à 18 h),

DIT que la rémunération de ces agents non titulaires s'effectuera sur la base de l'indemnité de surveillance des études en fonction de la législation en vigueur,

AUTORISE monsieur le maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels,

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales des agents non titulaires sont inscrits au budget de la commune.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

FINANCES - COMPTABILITE

3.1. – Fonds National de Péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : Définition du mode de répartition

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la loi de finances initiale pour 2011) l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal.

Ce nouveau mécanisme de péréquation appelé Fonds National de Péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

A ce titre, la Communauté du Confluent bénéficie, pour l'année 2012, d'un reversement d'un montant de 69 628.00 €.

Il existe trois modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres, à savoir :

- *Répartition dite « de droit commun »* dont le détail a été communiqué par les services préfectoraux (soit pour 2012 un reversement de 13.990 € à la commune d'Aiguillon),
- *Répartition « dérogatoire en fonction du CIF »* qui doit être adoptée à la majorité des 2/3 du conseil municipal avant le 30 juin pour transmission au représentant de l'État avant le 31 juillet,
- *Répartition « dérogatoire libre »* devant être adoptée à l'unanimité du conseil municipal avant le 30 juin pour transmission au représentant de l'État avant le 31 juillet.

L'Assemblée délibérante de la Communauté de communes du Confluent, réunie en séance le 24 mai dernier, a décidé de retenir le système de répartition « dérogatoire libre ».

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
Où cet exposé, et après en avoir délibéré,**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

APPROUVE la décision du conseil communautaire de la CDC du Confluent en date du 24 mai 2012 :

- de **retenir** le système de répartition « dérogatoire libre »,
- de **répartir** au profit des 17 communes membres, la totalité du montant attribué à la Communauté du Confluent (soit pour 2012 : 69 628.00 €) en prenant en compte le pourcentage de l'apport fiscal de chaque commune membre sur les recettes fiscales de la communauté au titre de l'année N-1,
- de **fixer** les montants de répartition (dont celui de la commune d'Aiguillon pour 2012 : 25 658.00 €).

PRÉCISE que la délibération prise par la CDC du Confluent, EPCI à fiscalité propre, a vocation à s'appliquer à toutes les répartitions du FPIC à compter de l'année 2012, et pas strictement à celle de 2012.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

3.2. – Demande de la réserve parlementaire / travaux réaménagement Pagnol – tranche 2012

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Un programme pluriannuel de travaux de réaménagement de l'école élémentaire Marcel-Pagnol a été décidé en séance du conseil municipal le 11 décembre 2004, afin d'adapter ces locaux, qui n'avaient pas connu de travaux importants de restructuration depuis les années 1950, aux besoins pédagogiques d'aujourd'hui .

Un maître d'œuvre a été désigné et sept tranches ont déjà été réalisées :

- 1^{re} tranche : réalisation de 3 nouvelles classes (2005),
- 2^{re} tranche : construction de sanitaires neufs et de la cantine (2006),
- 3^{re} tranche : construction d'un préau, aménagement de la cour et de 2 salles de classe sous le préau (2007),
- 4^{re} tranche : réaménagement du bâtiment ancien - démolition (hiv 2008),
- 5^{re} tranche : réaménagement du rez-de-chaussée du bâtiment ancien (2009),
- 6^{re} tranche : réaménagement des étages du bâtiment ancien (2010),
- 7^e tranche : Aménagement de la garderie, de 4 classes et de sanitaires (2011).

Le marché de travaux correspondant à la tranche 2012 a été mis en dévolution le 25 avril 2008.

La 8^e tranche prévue pour 2012 concerne les travaux suivants : réfection et aménagement de la cour, poursuite des coursives, réfection parking côté rue de Verdun.

Le montant prévisionnel de cette 8^e tranche est le suivant :

Travaux :

Gros œuvre :	71 000 €
Charpente- couverture- zinguerie	75 000 €
Peinture	6 000 €
Électricité	2 000 €
VRD	183 000 €
Équipement ludique et sportif	15 000 €
total travaux HT	352 000 €

Honoraires et divers (15%) : 52 000,00 € HT

TOTAL GÉNÉRAL : 404 000,00 € HT
soit 483 184,00 € TTC

Monsieur le maire rappelle que la commune a sollicité, pour la réalisation de cette 8^e tranche :

- une aide de l'État au titre de la DETR « établissements scolaires » 2012,
- une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Bâtiments

communaux : gros aménagements 2012 ».

Il dit que la commune peut solliciter en complément :

→ une aide du sénateur de Lot-et-Garonne Pierre CAMANI au titre de la réserve parlementaire.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de monsieur le maire et après en avoir délibéré,
le conseil municipal**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

VU sa décision en date du 16 décembre 2011 d'entreprendre la 8^e tranche des travaux de réaménagement de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, qui correspond à la réfection et aménagement de la cour, poursuite des coursives, réfection parking côté rue de Verdun ;

SOLLICITE l'attribution d'une aide du sénateur de Lot-et-Garonne Pierre CAMANI au titre de la réserve parlementaire à hauteur de 15.000 €,

APPROUVE le nouveau plan de financement suivant pour cette 8^e tranche :

Coût prévisionnel :

Travaux :

Gros œuvre :	71 000 €
Charpente- couverture- zinguerie	75 000 €
Peinture	6 000 €
Électricité	2 000 €
VRD	183 000 €
Équipement ludique et sportif	15 000 €
total travaux HT	352 000 €

Honoraires et divers (15%) : 52 000,00 € HT

TOTAL GÉNÉRAL : 404 000,00 € HT
soit 483 184,00 € TTC

Financement :

État (DETR 2012):	88 000 €
Conseil général de Lot-et-Garonne :	45 325 €
Réserve parlementaire / sénateur Pierre CAMANI :	15 000 €
Autofinancement	334 859 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DIT que les crédits nécessaires correspondants à la part restant à la charge de la Commune sont inscrits à son budget primitif 2012 ;

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

3.3. – Demande de subventions CAF et MSA – Acquisition de jeux d'extérieur – jardin public – BP 2013

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Il serait nécessaire d'aménager une aire de jeux extérieurs pour les enfants dans le jardin public, afin d'améliorer leur offre de loisirs dans le cadre de l'opération de réaménagement de la rue Jules-Ferry et du

jardin.

Cette acquisition interviendrait en 2013. Le montant prévisionnel total s'élève à 31.021 € HT, soit 37.101 € TTC.

Le conseil municipal est appelé à solliciter :

- une subvention d'investissement auprès de la CAF 47 à hauteur de 60%, soit un montant de 18.613 €
- une subvention d'investissement auprès de la MSA 47 à hauteur de 9.306 €

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

DÉCIDE d'aménager une aire de jeux extérieurs pour les enfants dans le jardin public, afin d'améliorer leur offre de loisirs dans le cadre de l'opération de réaménagement de la rue Jules-Ferry et du jardin, pour un montant prévisionnel total de 31.021 € HT, soit 37.101 € TTC,

SOLLICITE pour financer ce projet l'attribution d'une aide de la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, à hauteur de 60% soit 18.613 €,

SOLLICITE pour financer ce projet l'attribution d'une aide de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, d'un montant de 9.306 €,

ADOpte le plan de financement suivant :

Coût prévisionnel total : 31.021 € HT, soit 37.101 € TTC

Subvention CAF 47 (60%)	18.613 €
Subvention MSA 47	9.518 €
Commune	8.970 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2013 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

3.4. – Demandes de subventions CAF et MSA – Acquisition de jeux d'extérieur – école élémentaire – BP 2013

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Il serait nécessaire d'aménager une aire de jeux extérieurs pour les enfants dans la cour de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, afin d'améliorer l'offre de loisirs pendant le temps périscolaire. Cette acquisition interviendrait en 2013. Le montant prévisionnel total s'élève à 28.395 € HT, soit 33.960 € TTC.

Le conseil municipal est appelé à solliciter :

- une subvention d'investissement auprès de la CAF 47 à hauteur de 60%, soit un montant de 17.037 €
- une subvention d'investissement auprès de la MSA 47 à hauteur de 8.518 €

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

DÉCIDE d'aménager une aire de jeux extérieurs pour les enfants dans la cour de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, afin d'améliorer l'offre de loisirs pendant le temps périscolaire, pour un montant prévisionnel total de 28.395 € HT, soit 33.960 € TTC,

SOLLICITE pour financer ce projet l'attribution d'une aide de la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, à hauteur de 60% soit 17.037 €,

SOLLICITE pour financer ce projet l'attribution d'une aide de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide à l'investissement, d'un montant de 8.518 €,

ADOpte le plan de financement suivant :

Coût prévisionnel total : 28.395 € HT, soit 33.960 € TTC

Subvention CAF 47 (60%) 17.037 €

Subvention MSA 47 8.518 €

Commune 8.405 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2013 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE

4 – Décision modificative – Budget Principal Commune – Demande de subvention association « Lou Bagasset » - 500 €

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 € à l'association « Lou Bagasset », pour financer la fête du même nom qu'elle organise en juillet 2012. Cette subvention exceptionnelle, payée au BP Commune sur l'article 6574, pourra être financée par un virement de crédits.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

APPROUVE le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 € (cinq cent euros) à l'association « Lou Bagasset », pour financer la fête du même nom qu'elle organise en juillet 2012,

DÉCIDE du virement de crédits suivant pour financer cette action :

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement			
<u>Chapitre 11</u> Art. 60628 Fonction 020	Autres fournitures non stockées	-500,00 €	
<u>Chapitre 65</u> Art. 6574	Subvention de fonctionnement aux associations	500,00 €	
	TOTAL	0,00 €	

MANDATE monsieur le maire pour effectuer les démarches nécessaires à ce versement.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

5 – Décision modificative – Budget principal commune – Virement de crédits (acquisition stores, 1.960€)

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal de la Commune, afin de financer l'acquisition de stores.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section investissement			
<u>Chap. 23</u> Art. 2313, S 16.- F020	Construction	-1 960,00 €	
<u>Chap. 21</u> Art. 2188, Op.35 - F020	Autres immobilisations corporelles	1 960,00 €	
	TOTAL	0,00 €	

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le maire,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2012, par chapitre section investissement.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

3.7. – Décision modificative – Budget principal commune – Virement de crédits : 1686€

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les sections de Fonctionnement et d'Investissement et les chapitres du budget principal de la Commune.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Opération d'ordre			
Art. 023	Virement à la section d'investissement	'+ 1686,00 €	
Art. 021	Virement à la section de fonctionnement		'+ 1 686,00 €
	TOTAL	1 686,00 €	1 686,00 €
Opération réelle			
Art. 60632 F321	Fournitures de petits équipements	-1 686,00 €	
Art. 2183 Op35 F321	Matériels de bureau et matériels informatique	1 686,00 €	
	TOTAL	'0,00 €	'0,00 €

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le maire,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

20 votes pour,
0 votes contre,
0 abstention,

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de l'exercice 2012, par chapitre en opération d'ordre et opération réelle.

Publié le 27.06.12

Visa Préfecture le 29.06.2012

POINTS DIVERS

Sont abordés les points suivants :

- lecture du courrier de remerciement Monsieur Ruffier-Monnet à propos de la plaque de Bir-Hakeim,
- Début des travaux sur Jules-Ferry / jardin (tout l'été),
- Piscine ouverte,
- Gîtes / camping,
- Marchés Nocturnes,
- Début des travaux / école Pagnol,
- Arrivée du nouveau Directeur des Services Techniques (début juillet),
- Retour du policier municipal,
- Sortie du nouveau bulletin municipal.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 19 heures 15.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON
(absente)

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE
(absent)

Christiane MORIZET

Jean-Pierre LACROIX

Éliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI
(absente)

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ
(absente)

Brigitte CAMILLERI
(absente)

Alain REGINATO
(absent)